

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Politique financière : 70 Mds RMB de Special CGB à 10 ans ont été émis à un taux d'intérêt de 2,77%

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marché boursier : l'indice du Shanghai Composite sera considérablement modifié pour la première fois depuis sa création en 1991 ; l'indice d SSE STAR Market 50 sera publié le 23 juillet

Ouverture financière : JPMorgan s'est vu délivrer l'habilitation à créer la première société de contrats à terme entièrement étrangère en Chine

Ouverture financière : la CBIRC a approuvé la création de la première filiale étrangère d'assurance-vie détenue en pleine propriété en Chine

Investissements : le Fonds de développement des PME national a été officiellement créé

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations US-Chine : les Etats-Unis désignent 20 entreprises « détenues ou contrôlées » par l'armée chinoise ; l'industrie aéronautique est particulièrement visée

Relation UE-Chine : le sommet UE-Chine s'est tenu le 22 juin en visio

Relation UE-Chine: l'UE impose des tarifs sur les importations de certains tissus en fibre de verre en provenance de Chine et d'Egypte

ALE: les ministres du commerce s'engagent à signer l'accord du RCEP en 2020

Contrôle des exportations: le gouvernement chinois se prononce sur l'approbation par l'ANP de l'adhésion de la Chine au Traité sur le commerce des armes

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Covid-19: le Conseil des Affaires d'Etat publie une circulaire pour encourager les ventes sur le marché intérieur de produits destinés à l'exportation

Investissements entrants: le gouvernement chinois publie les nouvelles listes négatives de l'année 2020 pour les investisseurs étrangers

Propriété intellectuelle: la réforme des lois sur les brevets et le droit d'auteur à l'agenda du Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Populaire pour 2020

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Automobile : les autorités chinoises annoncent des mesures de soutien aux véhicules hybrides et à faible consommation:

Politique industrielle : le gouvernement réitère sa volonté de réduire les surcapacités (et dans le même temps, Baowu investit dans le fer à l'étranger)

E-gouvernement: le gouvernement présente un plan d'action pour la numérisation des procédures administratives

Economie numérique : un Français nommé « assistant spécial » du CEO d'Alibaba, Daniel Zhang



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : report de la CoP15 en mai 2021 officialisé sur le site de la Convention pour la diversité biologique

Développement durable : appel à commentaires sur la modification de la liste nationale des animaux sauvages protégés

Transports : fréquentation du métro de Pékin en baisse depuis mi-juin

Transports : reprise de l'activité du fret et du transport de passagers en mai 2020

Transport aérien : le trafic, affecté par la dégradation de situation sanitaire, est toujours entravé par une réglementation restrictive sur la reprise des vols internationaux

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Anhui : signature d'un accord de coopération entre le gouvernement provincial, Ant Group Holding Ltd. et Alibaba Group Holding Ltd.

Shanghai : ouverture du 12ème forum de Lujiazui « Shanghai centre financier international 2020 : nouveau point de départ, nouvelle mission et nouvelle vision »

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Investissements : Hong Kong enregistre un solde net négatif d'IDE de 11,3 Mds USD au 1^{er} trimestre

Emploi et entreprises : 59 500 entreprises employant 490 000 salariés ont bénéficié au cours des 2 dernières semaines de l'Employment Support Scheme ;

Aéronautique : Cathay Pacific a annoncé une hausse du nombre de vols hebdomadaires vers certaines destinations en juin et juillet ainsi que la reprise de certains vols jusqu'alors suspendus

Finance verte : l'opérateur boursier de Hong Kong lance une plateforme d'échange dédiée aux produits financiers verts

TAIWAN ([ici](#))

Production industrielle : quatrième augmentation mensuelle consécutive en mai

Emploi : taux de chômage atteignant un record historique en mai

MONGOLIE ([ici](#))

Rapport de l'Office national des statistiques mongoles : hausse du chômage et creusement du déficit public

Rapport de l'IMD World Competitiveness Center sur la compétitivité mondiale en 2020 : la Mongolie classée 61e sur 63 pays listés

Premier prêt accordé par l'AIIB à la Mongolie : 100 MUSD dédiés à la lutte contre les conséquences du Covid19 sur l'économie mongole

CONJONCTURE

Politique financière : 70 Mds RMB de *Special CGB* à 10 ans ont été émis à un taux d'intérêt de 2,77%

Le 23 juin, 70 Mds RMB de *Special Central Government Bonds (Special CGB)* à échéance 10 ans ont été émis à un taux d'intérêt de 2,77%. Les demandes ont représenté 2,34 fois le volume souscrit (bid-to-cover ratio de 2,34). Pour mémoire, les émissions de *Special CGB* pour un montant de 1000 Mds RMB avaient été annoncées lors des Lianghui le 22 mai, l'objectif étant de renforcer l'arsenal de mesures de soutien financier destinées à faciliter la reprise économique, et d'affecter cette enveloppe en totalité aux gouvernements locaux. Les *Special CGB* seront inclus dans le budget des fonds gouvernementaux (hors budget de l'Etat) et ne viendront pas abonder le déficit budgétaire. 30% du principal de ces *Special CGB* sera remboursé par l'administration centrale et les 70% restants par les collectivités locales, la totalité des intérêts étant à la charge de l'administration centrale. Les premières émissions de *Special CGB* ont été effectuées le 18 juin : 50 Mds RMB pour une maturité de 5 ans à un taux d'intérêt de 2,41% avec des demandes représentant 2,5 fois le volume souscrit et 50 Mds RMB pour 7 ans à un taux d'intérêt de 2,71% et des demandes représentant 2,76 fois le volume souscrit. En outre, le reliquat de l'enveloppe, soit 830 Mds RMB de *Special CGB* sera émis intégralement avant fin juillet.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Marché boursier : l'indice du *Shanghai Composite* sera considérablement modifié pour la première fois depuis sa création en 1991 ; l'indice d SSE STAR Market 50 sera publié le 23 juillet

La Bourse de Shanghai lancera sa première refonte majeure de l'indice composite de référence de Shanghai le 22 juillet depuis la création de cet indice en 1991, visant à mieux refléter les fluctuations du marché actuel :

- i) Le nouvel indice sera élargi aux actions cotées sur le SSE STAR Market, ainsi qu'aux certificats de dépôt émis par des « *red chip companies* » - sociétés chinoises basées sur le continent mais inscrites à l'étranger.
- ii) Les actions en statut de traitement spécial (ST) - une étiquette attribuée aux entreprises confrontées aux problèmes réglementaires ou aux difficultés financières - seront supprimées de l'indice. Actuellement, 5% environ des actions cotées sur la Bourse de Shanghai sont en statut de ST.
- iii) Les nouvelles actions éligibles seront incluses dans l'indice au cours de trois mois au lieu de l'être au cours du 11^e jour de négociation.

Néanmoins, l'indice sera encore basé sur toutes les actions flottantes et non-flottantes des entreprises cotées, alors que les actions flottantes sur le marché ne représentent que 35% des actions totales.

En outre, l'indice du SSE STAR Market 50 sera publié le 23 juillet, un an après le lancement de ce nouveau marché similaire au Nasdaq en fournissant le financement aux entreprises de haute technologie chinoises. Cet indice prendra le 31 décembre 2019 comme période de base, la valeur de base de l'indice étant alors de 1000 points. A fin mai, 105 sociétés étaient cotées sur le SSE STAR Market pour une capitalisation boursière totale de 1600 Mds RMB.

Ouverture financière : *JPMorgan* s'est vu délivrer l'habilitation à créer la première société de contrats à terme entièrement étrangère en Chine

Le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a approuvé la requête déposée par *JPMorgan Chase & Co.* en vue de créer la première société de contrats à terme (*futures company*) entièrement détenue par des capitaux étrangers en Chine. En décembre 2019, *JPMorgan* a demandé à porter sa participation de 49% à 100% dans sa coentreprise au sein de laquelle *Shenzhen Wallace Rand Equity Investment Fund Management Co. Ltd.* détenait une participation de 50% et une société d'investissement locale de la province du Jiangsu détenait 1%. Pour mémoire, la Chine a décidé de lever le plafond de la propriété étrangère dans les sociétés de contrats à terme à compter du 1^{er} janvier 2020, dans le cadre de l'ouverture progressive du secteur financier chinois aux acteurs étrangers, conformément à l'accord commercial de phase 1 signé avec les États-Unis.

Compte tenu de la levée des plafonds limitant les parts des actionnaires étrangers dans le capital des sociétés de valeurs mobilières et de gestion de fonds le 1^{er} avril, *JPMorgan* cherche également à détenir la pleine propriété de sa coentreprise de valeurs mobilières et de fonds communs en Chine.

Ouverture financière : la CBIRC a approuvé la création de la première filiale étrangère d'assurance-vie détenue en pleine propriété en Chine

Le géant des assurances *AIA Co. Ltd.* a reçu l'approbation du régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) en vue de créer la première compagnie d'assurance-vie détenue intégralement par des capitaux étrangers sur le continent chinois. AIA convertira sa succursale de Shanghai en filiale



(WFOE). AIA est une filiale d'AIA Group Ltd., cotée à Hong Kong, l'un des plus grands groupes d'assurance-vie en Asie.

Pour mémoire, en novembre 2017, la Chine a permis aux investisseurs étrangers de détenir jusqu'à 51% de participation dans les coentreprises d'assurance-vie en Chine. En juillet 2019, la Chine a déclaré que le plafond de propriété exclusive étrangère serait aboli à partir du 1^{er} janvier 2020.

Investissements : le Fonds de développement des PME national a été officiellement créé

Le 22 juin, le Fonds de développement des PME national a été officiellement créé avec un capital social de 35,75 Mds RMB, dont 43% sont détenus par le ministère des Finances, 14% détenus par *China Tobacco*, 14% détenus par *Guosheng Group* (société contrôlée par le gouvernement de Shanghai) et 8% détenus par *China Life Insurance*. En outre, le Fonds de développement des PME national dispose d'un conseil d'administration, composé de cinq ministères, dont le ministère des Finances, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information, le ministère des Sciences et de la Technologie, la Commission nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) et l'administration d'État pour l'industrie et le commerce.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : les Etats-Unis désignent 20 entreprises « détenues ou contrôlées » par l'armée chinoise ; l'industrie aérospatiale est particulièrement visée

Le Département de la Défense (DoD) a publié [une liste d'entreprises chinoises](#) dont les activités sont étroitement associées selon lui aux intérêts de l'Armée Populaire de Libération. Il s'agit d'une réponse tardive à une requête du Congrès américain au Pentagone, datant de 1999, qui n'avait pas été honorée jusqu'à ce jour, qui s'inscrit dans le contexte d'une croissance des tensions bilatérales entre les Etats-Unis et la Chine.

Parmi la vingtaine d'entreprises chinoises citées figurent les géants chinois de l'aéronautique, comme Aviation Industry Corporation of China (AVIC) et Aero Engine Corporation of China (AECC), le groupe China Electronics Technology Group Corporation (CETC) qui disposent de filiales importantes dans le secteur (gestion du trafic aérien, avionique, connectivité embarquée, systèmes de divertissement en vol, etc.), ou encore les holdings du secteur spatial, comme China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC) et China Aerospace Science and Industry Corporation (CASIC).

Dans les autres secteurs, figurent Huawei (que les Etats-Unis soupçonnent d'aider Pékin dans des activités de cyber-espionnage), Hikivision (entreprise de matériel de vidéo-surveillance qui équipe notamment les camps de détention dans la région du Xinjiang), China Railway Construction Corporation, China Telecommunications Group ou Panda Electronics Group.

En principe, la loi américaine de 1999 ouvre à l'exécutif américain la possibilité d'établir un régime de sanction financière directe sur ces entreprises chinoises, ou de manière indirecte, visant les entreprises américaines qui ont établi (ou qui envisagent de le faire) des liens, commerciaux ou d'investissement avec les entités visées. A l'image d'autres systèmes de sanction américains existants (notamment dans le contrôle des exportations ou le commerce de biens à double-usage), cette loi américaine de 1999 pourrait également exposer les intérêts d'entreprises de pays tiers, via un régime de sanction secondaire.

Ainsi, si le périmètre, la mise en application et les effets de cette décision restent à évaluer, les préoccupations des différents acteurs sont grandissantes. En effet, il existe plusieurs associations d'entreprises américaines et chinoises, comme Aviage Systems, une coentreprise entre GE et AVIC spécialisée dans les solutions avioniques. De telles questions pourraient également toucher indirectement l'industrie aérospatiale française, dans le cadre de ses nombreuses relations partenariales ou commerciales avec les entités chinoises visées par cette nouvelle liste du DoD.

Le sénateur républicain Marc Rubio estime que la liste est « terriblement inadéquate » car l'ensemble des sociétés liées ou des filiales n'y figurent pas.

Le gouvernement chinois n'a pas encore réagi à la publication de cette liste.



Relation UE-Chine : le sommet UE-Chine s'est tenu le 22 juin en visio

Ursula Von der Leyen, Charles Michel et Josep Borell se sont entretenus avec Xi Jinping et Li Keqiang. L'ordre du jour couvrait un large éventail de sujets, parmi lesquels les relations bilatérales, les questions régionales et internationales, la pandémie de Covid-19 et la relance économique. Les droits de l'homme, Hong Kong et les différends commerciaux ont notamment été évoqués. Face à la pandémie de Covid-19, l'UE a souligné que les responsabilités sont partagées dans la participation aux efforts à l'échelle mondiale pour arrêter la propagation du virus, stimuler la recherche dans le domaine des traitements et des vaccins, et soutenir une relance mondiale verte et inclusive. Le sommet n'a pas donné lieu à une déclaration conjointe.

[Lire le communiqué de presse du Conseil européen](#)

Relation UE-Chine: l'UE impose des tarifs sur les importations de certains tissus en fibre de verre en provenance de Chine et d'Égypte

Le 12 juin 2020, la Commission européenne a publié sa [décision](#) d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les importations de fabricants chinois et égyptiens de certains tissus en fibre de verre en raison des subventions reçues de l'Etat chinois.

Cette décision est la première décision européenne à prendre en compte les effets de distorsion de subventions accordées par un Etat tiers - dans ce cas la fourniture de terrains, des allègements fiscaux et des financements préférentiels octroyés par les pouvoirs publics chinois à deux filiales d'entreprises chinoises dans la zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne (une zone économique spéciale créée à Suez conjointement par la Chine et l'Égypte), permettant d'exporter en UE des tissus en fibre de verre à un prix inférieur au prix de marché

Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a fustigé cette décision dans un [communiqué](#). Selon le MofCom, l'UE confond à tort certaines entreprises chinoises avec les « pouvoirs publics chinois » ; cette mesure « discriminatoire » de tarifs porterait par ailleurs atteinte aux entreprises chinoises qui seraient les défenseurs des intérêts des consommateurs européens, de la compétitivité de l'industrie européenne de fibre de verre, et de la coopération entre l'UE et les pays en voie de développement en Afrique.

ALE: les ministres du commerce s'engagent à signer l'accord du RCEP en 2020

Le 23 juin, les ministres du commerce des Etats membres du *Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)** se sont réunis en ligne pour la 10^e réunion inter-sessionnelle ministérielle du RCEP, durant laquelle les ministres ont réaffirmé leur engagement à signer l'accord du RCEP d'ici fin 2020, tout en soulignant l'importance de l'accord pour l'économie régionale dans le contexte du Covid-19. Les Etats membres ont également signalé leur bienveillance vis-à-vis de l'Inde, qui s'est retirée des négociations en 2019.

* Thaïlande, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge, Philippines, Malaisie, Singapour, Indonésie, Brunei, Chine, Japon, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande

[Lire la déclaration conjointe des ministres](#)



Contrôle des exportations: le gouvernement chinois se prononce sur l'approbation par l'ANP de l'adhésion de la Chine au Traité sur le commerce des armes

Le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a voté l'adhésion de la Chine au Traité sur le commerce des armes, traité des Nations unies sur le commerce international des armements conventionnels. Il est ratifié par 105 Etats et signé par 32 autres (Donald Trump a annoncé en avril 2019 son intention de retirer les Etats-Unis de la signature du traité).

Le 22 juin, dans [sa conférence de presse quotidienne](#), le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a annoncé que les procédures légales sont sur le point d'être accomplies et que la prochaine étape sera la soumission de l'instrument d'accession de la Chine par la voie diplomatique auprès du Secrétaire général des Nations unies.

Selon le porte-parole, la Chine « régleme toujours d'une manière stricte l'exportation d'articles militaires et a mis en place un système juridique de contrôle des exportations, avec des mesures de gestion respectant, ou dépassant dans certains domaines, les exigences du TCA », et « qu'il convient aussi de souligner que la Chine autorise uniquement l'exportation vers des États souverains, et non vers des acteurs non étatiques. »

En 2018, la Chine était le 7^e exportateur mondial d'armes selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

CLIMAT DES AFFAIRES

Covid-19: le Conseil des Affaires d'Etat publie une circulaire pour encourager les ventes sur le marché intérieur de produits destinés à l'exportation

Le 22 juin, le Conseil des Affaires d'Etat a publié une [circulaire](#) afin d'encourager les ventes sur le marché intérieur de certains produits destinés à l'exportation dans le contexte de la pandémie du Covid-19.

La circulaire prévoit notamment un élargissement de l'accès au marché pour ces produits (par le biais d'octroi de certificats facilité pour la vente dans le marché intérieur), un renforcement de la protection de la propriété intellectuelle, une diversification des chaînes de ventes (par exemple les plateformes d'e-commerce), et un soutien des marchés financiers.

Investissements entrants: le gouvernement chinois publie les nouvelles listes négatives de l'année 2020 pour les investisseurs étrangers

Le 24 juin, la Commission nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) et le ministère chinois du Commerce (MofCom) ont conjointement publié la liste négative nationale et la liste négative applicable aux zones pilotes de libre-échange (FTZ) pour l'année 2020. Par rapport aux versions de 2019, les mesures prohibitives ou restrictives dans la liste négative nationale ont été réduites de 40 à 33; celles dans la liste négative FTZ de 37 à 30.

Ont notamment été retirées des restrictions sur le pourcentage de détention des investisseurs étrangers dans les services financiers et l'automobile. Dans certains secteurs d'infrastructures (construction, services de gestion de l'eau, pour les villes d'une population supérieure à 500 000 personnes), les groupes étrangers peuvent désormais être actionnaires majoritaires.

Au niveau national, dans l'agriculture, le pourcentage minimal d'actions contrôlées par la partie chinoise dans la production de semences de blé a été réduit de part majoritaire à 34 %; dans l'industrie minière, ont été supprimées les interdictions aux investissements étrangers dans la fusion et le traitement des minéraux radioactifs et la production de combustible nucléaire. Ces mesures d'ouverture sont déjà applicables aux FTZ.

Dans les FTZ, la médecine traditionnelle chinoise est désormais ouverte aux investisseurs étrangers. Les investisseurs étrangers seront désormais également autorisés à établir des institutions d'éducation professionnelle.

Ces deux nouvelles listes négatives entreront en vigueur le 23 juillet 2020.

[Liste négative nationale 2020](#)

[Liste négative FTZ 2020](#)

Retour au sommaire ([ici](#))



Propriété intellectuelle : la réforme des lois sur les brevets et le droit d'auteur à l'agenda du Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Populaire pour 2020

Le Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Populaire a publié le 20 juin son plan de travail législatif pour 2020. Ce plan comporte notamment la 4^{ème} révision de la loi sur les brevets, ainsi que la 3^{ème} révision de la loi sur le copyright dont le projet d'amendement a été publié en avril dernier.

Les deux projets d'amendements ont pour point commun l'introduction d'un système de dommages-intérêts punitifs pour les cas d'infractions aux droits de propriété intellectuelle. En cela, les projets s'inscrivent dans la tendance à la généralisation de ce concept déjà prévu par la réforme de la loi sur les marques de 2019 et plus récemment dans le code civil adopté lors des assemblées législatives de mai 2020. Là où, pendant longtemps, on a pu estimer que les montants de dommages-intérêts prévus en Chine étaient trop faibles pour compenser les préjudices subis par les titulaires de droits, on ressent à la fois un souhait de mieux indemniser les victimes, ainsi qu'une réelle volonté de rendre la contrefaçon « inabordable ».

Par ailleurs, le projet d'amendement de la loi des brevets mentionnait, lors de sa publication début 2019, un ensemble de mesures permettant un renforcement de la protection. Introduction d'un dispositif d'extension de la durée de protection pour les médicaments innovants, perfectionnement des procédures notamment sur la question des revendications de priorités, introduction de la notion de bonne foi lors des démarches d'*enforcement* ou encore allongement de la protection par brevet de design, sont autant de modifications proposées pour cette 4^{ème} réforme.

Quant au projet d'amendement de la loi sur le copyright, il vient préciser la définition de l'œuvre objet de la protection, introduit un concept d'abus de droit, renforce les pouvoirs de l'administration en charge de droit d'auteur (la *National Copyright Administration of China*) et prévoit un mécanisme de renversement de la charge de la preuve pour le calcul du préjudice subi du fait de l'atteinte aux droits.

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Automobile : les autorités chinoises annoncent des mesures de soutien aux véhicules hybrides et à faible consommation

A partir du [1^{er} janvier 2021](#), les véhicules hybrides seront considérés comme des véhicules « à faible consommation » et pourront bénéficier des avantages rattachés à cette catégorie (jusqu'ici, ils étaient classés dans la catégorie « véhicules à moteur thermique »). Cette politique s'inscrit dans le cadre d'une [stratégie plus globale](#) visant à réduire les contraintes pesant sur les constructeurs, soumis depuis le 1^{er} janvier 2019 à un système de quota de véhicules à énergie nouvelle. La production de véhicules à faible consommation devrait être incluse dans les « crédits » obtenus par lesdits constructeurs, ce qui devraient faciliter l'atteinte de leurs objectifs en la matière. Les modèles hybrides des constructeurs japonais, Toyota et Honda, [pourraient être les principaux bénéficiaires](#) de la réforme.

En [mai 2020](#), le marché automobile chinois a connu son deuxième mois consécutif de croissance, après 21 mois de recul. Les ventes de véhicules passagers et utilitaires se sont montées à 2,2 millions d'unités, en croissance de 14,5% en glissement annuel. Les véhicules à énergie nouvelle n'ont toutefois pas bénéficié de cette tendance : leur production a en effet reculé de 25,8% pour des ventes en retrait de 23,5% en glissement annuel.

Politique industrielle : le gouvernement réitère sa volonté de réduire les surcapacités (et dans le même temps, Baowu investit dans le fer à l'étranger)

Plusieurs administrations chinoises, dont le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) et la Commission Nationale pour la Réforme et le Développement (NDRC) ont publié le 12 juin un document présentant les axes de travail pour l'année 2020 en matière de réduction des surcapacités industrielles, en particulier dans les secteurs de la sidérurgie, de l'extraction de charbon et des centrales thermiques. Le document préconise des mesures, déjà évoquées à de multiples reprises par le passé, telles que la « fermeture des usines zombies », improductives mais maintenues artificiellement en vie par des subventions, le « contrôle strict de la production », ou encore la modernisation des installations obsolètes.

Alors que la production illégale limite depuis de longues années les efforts du gouvernement central visant à réduire les surcapacités, le plan prévoit notamment l'utilisation de technologies satellitaires, ainsi que des partages d'information avec les groupes électriques State Grid et China Southern Power Grid pour identifier les projets illégaux. Le texte prévoit également de mettre en place un système de responsabilisation des entreprises afin de mettre en œuvre une politique de « tolérance zéro et haute pression » (零容忍高压). En effet, certaines entreprises développeraient de nouvelles capacités en faisant passer leurs usines pour des unités de production de fonte ou « d'usage intégré de ressources naturelles ». Pour lutter contre ce phénomène, la NDRC et le MIIT avaient annoncé la mise en place d'équipes d'inspection dont le travail a débuté fin 2019. Cependant, dans de nombreux cas, les audits de vérification d'émission menés sans préavis, dont dépendent le maintien des usines sidérurgiques, sont menés par les bureaux de l'environnement au niveau provincial, ce qui peut entraîner des conflits d'intérêts entre les considérations environnementales et la pression des autorités locales pour le maintien des capacités de production et des emplois induits.

Concomitamment, le groupe public Baowu, numéro un mondial du secteur, [a pris la tête d'un consortium](#) d'entreprises afin de reprendre le projet minier de Simandou en Guinée, précédemment contrôlé par Aluminum Corp. of China (Chalco), dans le but de sécuriser cette source d'approvisionnement. Cependant, Baowu ne serait à même de lever que 6 Mds USD sur les 15 Mds

nécessaires pour exploiter ce gisement. Depuis le début de l'année, Baowu a effectué [plusieurs transactions](#) afin d'assurer son approvisionnement en minerais de fer au Brésil et en Australie. Le secteur de la sidérurgie chinoise dépend fortement des importations de minerais de fer, la production nationale étant trop limitée, quantitativement et qualitativement, pour satisfaire les besoins du marché local.

[Lire les instructions de l'année 2020 pour solutionner les surcapacités sectorielles](#) (en chinois)

E-gouvernement et politique industrielle : le gouvernement présente un plan d'action pour la numérisation des procédures administratives

Le gouvernement chinois a présenté le 11 juin des « [lignes directrices pour la construction d'un système national de standards pour l'administration électronique](#) », proposant des échéances précises. Dès 2020, un bilan des normes et usages existants doit être mené afin de définir les standards à employer. D'ici 2021, ces standards devront être adaptés aux « besoins réels » des différents secteurs en fonction des ressources numériques propres aux différentes administrations et plateformes. L'objectif final est d'avoir une base opérationnelle complète à l'horizon 2022 et de pouvoir des construire des plateformes d'applications. Les standards à développer concernent : (1) les standards généraux, (2) l'infrastructure, (3) les données, (4) les tâches administratives, (5) les services, (6) la gestion et (7) la cybersécurité. Ces différents domaines font l'objet de projets de standards GB/T, théoriquement non-obligatoires mais qui devraient être fortement appliqués en pratique, listés à la fin du document.

Parmi les principales applications, le texte prévoit notamment de développer des supports numériques pour les certificats, les dossiers médicaux, les résultats de tests, les contrats, les certificats de garantie, ou encore les graphiques et les cartes géographiques. Pour protéger cette masse de données, il prévoit de déployer des procédures de signature électronique et de sécurisation des documents par mots de passe. Ce plan se présente sous la dénomination « Internet + administration » (互联网+政务) et s'intègre à ce titre dans le cadre de l'initiative « Internet+ », présentée pour la première fois en 2015 et dont le but est de promouvoir la numérisation de l'économie chinoise.

En Chine, le concept d'e-gouvernement [s'applique](#) davantage au déploiement de services administratifs qu'à la gouvernance et à la prise de décisions politiques. Il pourrait néanmoins servir à augmenter les capacités du gouvernement en termes de contrôle de la société et de l'économie. En effet, le concept d'« [Internet + Monitoring](#) » (互联网+监管), qui renvoie directement à la nouvelle infrastructure du système national de crédit social est mentionné. Il est notamment précisé que l'utilisation de services administratifs automatiques sera utilisée, de même que l'intégration de résultats d'audits et d'évaluations selon une approche qui rappelle directement celle du crédit social.

Economie numérique : un Français nommé « assistant spécial » du CEO d'Alibaba, Daniel Zhang

Pierre Poignant, co-fondateur et directeur de Lazada, première plateforme de commerce électronique d'Asie du sud-est, a été nommé « *special assistant* » de Daniel Zhang, le CEO d'Alibaba, maison-mère de Lazada. Il sera remplacé par Li Chun, jusqu'ici président et directeur général de la filiale indonésienne de Lazada. Fondée en 2012 à Singapour, Lazada sert 70 millions d'utilisateurs uniques sur six marchés d'Asie du sud-est et a pour objectif d'acquérir 300 millions d'utilisateurs uniques d'ici 2030. Contrôlé par Alibaba depuis 2016, la plateforme est toutefois confrontée à une concurrence croissante de la part de Sea (Shopee), elle soutenue par Tencent.



L'ASEAN constitue généralement la première étape de l'internationalisation des plateformes numériques chinoises. Début 2020, celles-ci occupent des positions dominantes sur plusieurs segments de l'écosystème numérique du sud-est asiatique : (1) dans le secteur du e-commerce;; (2) dans le domaine des VTC, Didi Chuxing est actionnaire (dans une proportion non rendue publique) de Grab, première plateforme de transport sur demande d'Asie du sud-est ; (3) dans le domaine des paiements en ligne, enfin, Alipay (Alibaba) et WeChat Pay (Tencent), sont devenus des partenaires incontournables pour les acteurs locaux, désireux de capter les flux de touristes chinois visitant la région.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : report de la CoP15 en mai 2021 officialisé sur le site de la Convention pour la diversité biologique

Le site officiel de la Convention des Nations Unies pour la diversité biologique (CBD) a récemment publié l'information officielle du report de la CoP15 prévue à Kunming, Chine, de 15 au 28 octobre 2020 en mai 2021 dans la même ville. Néanmoins, les dates exactes ne sont pas encore fixées. Les prochaines réunions des organes subsidiaires (SBSTTA-24 et SBI-3) sont également reportées, respectivement du 2 au 7 novembre 2020 et du 9 au 14 novembre 2020 au Canada. La troisième réunion du groupe de travail à composition illimitée (OEWG-3) devrait se dérouler en février 2021, en un lieu restant à déterminer.

Pour suivre le calendrier des événements relatifs à la CBD : <https://www.cbd.int/meetings/>.

Développement durable : appel à commentaires sur la modification de la liste nationale des animaux sauvages protégés

L'Administration nationale des forêts et des prairies (en anglais NFGA) et le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) ont publié conjointement le 19 juin un projet de liste nationale révisée des animaux sauvages protégés, pour appel à commentaires avant le 19 juillet. Par rapport à la liste actuellement en vigueur, 347 nouvelles espèces sauvages sont ajoutées, le niveau de protection de 55 espèces est élevé du niveau 2 à 1 tandis que celui de 5 espèces sont abaissé du niveau 1 à 2. Pour mémoire, le niveau de protection du pangolin a déjà été rehaussé (de niveau 2 à 1) début juin (cf. Brèves du SER du 8 juin 2020). A noter qu'aucune espèce de chauve-souris n'est inscrite dans ce projet de liste mise à jour.

Selon la loi sur la protection des animaux sauvages actuellement en vigueur, l'interdiction explicite du braconnage, du commerce et de la consommation ne s'applique qu'aux animaux sauvages inscrits sur la liste nationale. Dans le contexte de la crise sanitaire, le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) a décidé le 24 février d'élargir l'interdiction du commerce et de la consommation de tout animal sauvage au-delà de la liste nationale des espèces protégées (cf. Brèves du SER du 24 février 2020). La révision de la loi sur la protection des animaux sauvages a, elle, été inscrite au plan de travail législatif de cette année mais n'est pas encore commencée à ce jour.

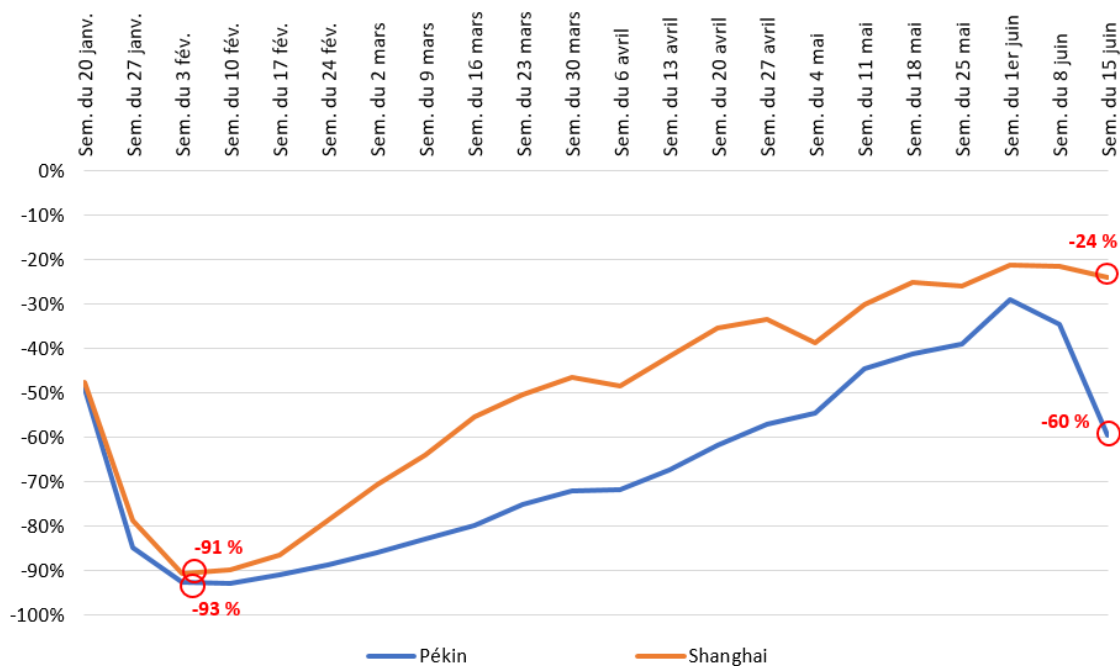
Projet de liste révisée : <http://www.forestry.gov.cn/main/5460/20200619/110118741758384.html>.

Transports : fréquentation du métro de Pékin en baisse depuis mi-juin

Selon les statistiques quotidiennes des métros de Pékin (16 lignes exploitées par *Beijing Subway*) et de Shanghai, la fréquentation du métro de Pékin est fortement affectée depuis la mi-juin par la découverte d'un nouveau foyer épidémique de Covid-19. La fréquentation accuse une baisse de 60 % de voyageurs pendant la semaine du 15 au 21 juin 2020 par rapport à la semaine comparable de 2019 soit de l'ordre de 5 500 000 passagers quotidiens en moins, en raison de la baisse des activités tertiaires, des mesures de télétravail remises en vigueur chez de nombreux employeurs et de reports modaux (taxis, VTC, vélo, etc.).

A Shanghai, la fréquentation du métro semble se stabiliser depuis un mois à un niveau en baisse de 20 à 25 % par rapport à 2019 (*grosso modo* 2 600 000 passagers quotidiens en moins).

Variation 2019-2020 de la fréquentation des métros de Pékin et de Shanghai



Transports : reprise de l'activité du fret et du transport de passagers en mai 2020

Selon la conférence de presse du Ministère des transports tenue le 23 juin, le transport de fret a enregistré en mai une reprise de l'activité par rapport aux quatre mois précédents. Le fret maritime est même une légère augmentation en glissement annuel par rapport à 2019.

Volume de fret transporté (en millions de tonnes) et évolution par rapport à 2019

	Avril 2020	Mai 2020
Fret maritime	765 (2 %)	807 (2 %)
<i>dont international</i>	317 (3 %)	332 (1 %)
Fret ferroviaire	334 (-3 %)	Pas disponible
Fret routier	2 905 (-18 %)	3 043 (-17 %)

En ce qui concerne le transport des passagers, les transports collectifs interurbains en mai 2020 accusent une baisse globale d'env. 49 % en glissement annuel. Dans le même temps, le transport commun dans les 36 villes principales en Chine représente une baisse d'env. 39 % par rapport à mai 2019.

Transport aérien : le trafic, affecté par la dégradation de situation sanitaire, est toujours entravé par une réglementation restrictive sur la reprise des vols internationaux

L'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a annoncé que le trafic aérien de passagers en mai 2020 s'était élevé à 25,83 millions (+55% en glissement mensuel). Selon des observateurs, le trafic intérieur des passagers aériens devrait se normaliser au cours du mois de juin, tandis que le trafic international des passagers aériens ne reprendra son cours qu'à partir du mois d'août. Selon une enquête de l'institut Kantar, 78% des Chinois seraient prêts à engager des dépenses différées ou annulées, dans les voyages touristiques, phénomène dit de « Revenge Travel », consécutif à des mois de privation et pour certains de confinement. Les comportements et les préférences des consommateurs pourraient être altérés, pour des destinations moins urbaines que rurales, à l'écart des grandes foules de touristes.

Cependant, d'autres analyses concourent à relativiser de telles perspectives. Selon une étude d'opinion publique réalisée en Chine par IATA au cours de la première semaine de juin, une minorité des personnes interrogées se déclarent prêts à voyager par avion : seuls 45% des répondants déclarent avoir l'intention de reprendre l'avion dans les prochains mois, et 36% affirment qu'ils différeront tout voyage pour au moins six mois. C'est une dégradation importante par rapport à l'enquête similaire diligentée en avril dernier, avec respectivement des taux de 61% et 21% pour les catégories mentionnées. Selon un autre système référentiel, un institut de la CAAC a annoncé que si l'indice TWI (pour *Travel Willingness Index for Destination*) avait progressé de 11% entre mai et juin, on constate cependant un recul de 2% en glissement mensuel, sur les données de voyages effectivement réalisés. Par ailleurs, l'indice TWI est inférieur de 26% par rapport à la même période, en juin 2019.

Cette dégradation des indices de confiance ne prend pas encore en compte la récente dégradation de la situation sanitaire à Pékin. Ce sont 1 460 vols intérieurs à destination et en provenance de Pékin qui ont été annulés jeudi 18 juin, deux jours après que la ville a relevé son niveau d'urgence sanitaire. De manière générale, il est estimé que 76 % des vols ont été annulés à l'aéroport de Pékin Capital et 84 % à celui de Pékin Daxing. Par ailleurs, la desserte de la capitale est rendue quasi-impossible pour les compagnies étrangères, le mécanisme de déroutement obligatoire avec escale sanitaire préalable, mis en place en mars dernier par la Chine, perdurant pour une durée indéfinie.

L'ouverture par la Chine d'une reprise des trafics internationaux reste encore très marginale. A ce stade, seules quelques liaisons vers Shanghai ont été autorisées. Air France opère un vol quotidien entre Paris et Shanghai (le 1^{er} est arrivé le 19 juin, le second le 26 juin). D'autres compagnies internationales ont suivi ou vont suivre dans ces réouvertures de ligne régulière à destination de Shanghai, comme Lufthansa, Delta et United, Air New Zealand, de même qu'Aeroflot ou Virgin Atlantic. A noter que les deux compagnies américaines, Delta et United, sont pour l'instant les seules à avoir été autorisées par la ville de Shanghai à exploiter deux vols par semaine, en parité des opérations des compagnies chinoises aux Etats-Unis (soit 4 vols par semaine par pavillon).

Les discussions se poursuivent avec les autorités chinoises pour permettre de concrétiser les engagements de la CAAC le 12 juin dernier, ayant donné son accord à deux vols hebdomadaires supplémentaires opérés par Air France entre la France et la Chine, sans que cela puisse se concrétiser dans la mesure où une progression des vols est soumise à une autorisation par les autorités locales (Shanghai pour le programme visé par Air France, procédure dérogatoire à l'accord bilatéral sur les services aériens). Face aux difficultés rencontrées à Shanghai pour l'obtention d'autorisations, les compagnies étrangères étudient la possibilité de reprendre des dessertes sur des villes de second rang, comme Nankin ou Hangzhou, opérées avant la crise du COVID-19.

ACTUALITES REGIONALES

Anhui : signature d'un accord de coopération entre le gouvernement provincial, Ant Group Holding Ltd. et Alibaba Group Holding Ltd.

Le 15 juin, un accord de coopération stratégique [a été signé](#) entre le gouvernement provincial de l'Anhui, le groupe technologique Alibaba, ainsi que sa filiale dédiée aux fintech Ant Financial. L'accord vise à approfondir la coopération entre le gouvernement et les entreprises dans les domaines de l'intelligence artificielle, du *big data*, de la blockchain et d'autres industries de haute technologie, afin de proposer un nouveau modèle de développement gouvernement /entreprises à l'ensemble de la région du delta du Yangtsé. La cérémonie de signature a eu lieu en présence du secrétaire du Parti de l'Anhui Li Jinbin, du gouverneur Li Guoying, du directeur-général d'Alibaba Zhang Yong et du directeur des opérations financières de Ant Financial, Jing Xiandong.

Shanghai : ouverture du 12ème forum de Lujiazui « Shanghai centre financier international 2020 : nouveau point de départ, nouvelle mission et nouvelle vision »

Le 18 juin, le 12ème forum financier de Lujiazui [a été inauguré](#) par Li Qiang, secrétaire du Parti de la municipalité de Shanghai, ainsi que par le Premier Ministre adjoint de Singapour Wang Ruijie par vidéo. Le forum a mis l'accent sur la fin du 13ème plan quinquennal et l'arrivée imminente du 14ème plan, dans lequel l'écosystème financier aura un rôle important de stabilité de l'économie. Est mentionnée une politique monétaire prudente et flexible et capable de s'adapter aux risques du marché. La transformation et la montée en gamme de l'économie reste la priorité du gouvernement municipal, ainsi que le renforcement de la place de Shanghai sur la scène financière internationale. L'ouverture et l'innovation financière de Shanghai sont mises en avant par l'implémentation de la zone de libre-échange de Lingang et l'intégration financière de la région du delta du Yangtsé. L'intervention du Premier Ministre de Singapour a soulevé l'étroite coopération de Shanghai et Singapour dans les domaines de la finance verte, de la finance technologique, de la connectivité du marché, etc.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Investissements : Hong Kong enregistre un solde net négatif d'IDE de 11,3 Mds USD au 1er trimestre

Au T1-2020, les flux d'IDE entrants à Hong Kong atteignent 22,5 Mds USD (24,9 au T4-2019) et les flux d'IDE sortants 33,8 Mds USD (16,9 Mds USD au T4-2019). Hong Kong enregistre un solde net négatif d'IDE de 11,3 Mds USD, contre des entrées nettes de 8 Mds USD au T4-2019. Le stock total des investissements directs à Hong Kong est de 1 958 Mds USD, celui des investissements directs de Hong Kong à l'étranger est de 1 977 Mds USD.

Hong Kong enregistre au premier trimestre 2020 une baisse de ses investissements de portefeuille à l'étranger de -22,6 Mds USD (à 367,2 Mds USD), principalement en raison d'une baisse de détention de titres de dette étrangers par les banques hongkongaises. Les investissements de portefeuille étrangers à Hong Kong reculent également, de 7,9 Mds (à 484,6 Mds USD) principalement en raison d'une baisse de détention d'actions hongkongaises, de parts de fonds et de titres de dettes du secteur bancaire.

Emploi et entreprises : 59 500 entreprises employant 490 000 salariés ont bénéficié au cours des 2 dernières semaines de l'Employment Support Scheme

59 500 entreprises employant 490 000 salariés ont bénéficié au cours des 2 dernières semaines de l'Employment Support Scheme qui consiste en la prise en charge par le gouvernement de 50% des salaires pendant 6 mois (plafonné à 1160 USD mensuels par employé). 10,3 Mds USD sont budgétés pour cette mesure.

La présidente de la Confédération des syndicats a appelé le 24 juin le gouvernement à créer un 3^{ème} fonds « anti épidémie » pour aider les salariés ayant récemment perdu leur emploi.

Hong Kong a enregistré 2 079 faillites personnelles au mois de mai (+198,7%), le niveau le plus élevé depuis l'épidémie de SRAS (2003), et 68 faillites d'entreprises (+61,9%).

Au cours des 5 premiers mois de l'année, 3 611 faillites personnelles ont été enregistrées (+12,5%) ainsi que 146 demandes de liquidation d'entreprises (+25%).

Aéronautique : Cathay Pacific a annoncé une hausse du nombre de vols hebdomadaires vers certaines destinations en juin et juillet ainsi que la reprise de certains vols jusqu'alors suspendus

Le 19 juin, Cathay Pacific a annoncé une hausse du nombre de vols hebdomadaires en juin et juillet vers Pékin, Shanghai, Taipei, Vancouver, Los Angeles, San Francisco, New York, Djakarta, Tokyo, Kuala Lumpur, Manille, Singapour, Bangkok, Ho Chi Minh Ville, Melbourne, Sydney, Amsterdam et Londres.

La compagnie a également annoncé la reprise des vols à partir du mois de juillet vers Chengdu, Fuzhou, Guangzhou, Hangzhou, Xiamen, Toronto, New Delhi, Bombay, Séoul et Francfort.

Finance verte : l'opérateur boursier de Hong Kong lance une plateforme d'échange dédiée aux produits financiers verts

L'opérateur boursier de Hong Kong (HKEX) a annoncé le 18 juin le lancement d'une plateforme d'échange dédiée aux produits financiers verts et durables. Dénommée « *Sustainable and Green Exchange* » (« STAGE »), elle serait la première de ce type en Asie et vise à renforcer le rôle de Hong Kong en tant que hub régional pour la finance verte. Dans sa phase initiale, STAGE hébergera des informations sur les obligations vertes et sociales, ainsi que sur les produits respectant les critères ESG listés à la bourse de Hong Kong. Les émetteurs dont les produits sont conformes aux normes internationales dans le domaine de la finance verte et fournissant chaque année des rapports de suivi



post-émission seront invités par HKEX à rejoindre STAGE. HKEX a indiqué souhaiter à terme proposer de nouveaux produits financiers verts, ainsi que des produits dérivés sur des indices liés à la durabilité ou la gouvernance environnementale et sociale des émetteurs.

Climate Bonds Initiative, partenaire de HKEX, a estimé que cette nouvelle plateforme devrait renforcer la confiance des investisseurs internationaux dans les obligations vertes chinoises et asiatiques.

TAIWAN

Production industrielle : 4ème augmentation mensuelle consécutive en mai.

Selon le MOEA, [la production industrielle a augmenté](#), par rapport à la même période en 2019, de 1,51% en mai, quatrième augmentation mensuelle consécutive. Largement dépendante du secteur manufacturier (+1,68% ce mois-ci et +7% au cours des cinq premiers mois), cette augmentation résulte de la production des composants électroniques, et celle des ordinateurs, des produits électroniques et des composants optiques. Le secteur des composants électroniques, par exemple, principale contribution pour l'industrie manufacturière (plus de 40%), progresse de 22,15%, y compris celui des semi-conducteurs (+36,01%), en raison de la demande d'équipements destinés au développement des activités à distance, de la communication 5G et des services « HPC » (High Performance Computing). La demande globale d'écrans LCD (+6,15%), de produits informatiques et optiques (+9,8%) a également augmenté. En revanche, les industries traditionnelles comme celles du textile (-35,38%), des composants automobiles (-29,52%), des produits pétroliers et charbonnier (-28,17%), des produits métalliques (-18,44%) et de la machine-outil (-15,37%), enregistrent des baisses importantes par rapport à mai 2019.

Emploi : taux de chômage atteignant un record historique en mai

Selon la DGBAS, [le taux de chômage a augmenté, pour le quatrième mois consécutif, à 4,07% en mai](#), atteignant au niveau le plus élevé depuis novembre 2013. Il y a 486 000 chômeurs soit 5000 de plus par rapport au mois précédent. Le nombre de personnes ayant un emploi atteint 11,46 millions. Le secteur de l'industrie est plus marqué avec une perte de 6 000 emplois que celui de l'agriculture (-2 000 emplois) ; mais l'emploi dans les services augmente de 4 000, ce secteur ayant été le plus touché en avril avec une perte de 34 000 emplois. Par ailleurs, d'après les dernières statistiques publiées le 24 juin par le ministère du travail, [1 334 entreprises auraient déclaré avoir demandé à leurs employés de prendre des congés sans solde](#), soit plus de 30 000 personnes touchées. Le secteur manufacturier est le plus marqué avec 16 047 personnes en congé sans solde (349 entreprises), plus de 50% du total, suivi de celui du commerce de gros et de détail (5 036 personnes/417 entreprises), du transport et de l'entreposage (3 381 personnes/59 entreprises) et de l'hôtellerie et de la restauration (2 730 personnes/132 entreprises).

MONGOLIE

Rapport de l'Office national des statistiques mongoles : hausse du chômage et creusement du déficit public

Le rapport de [l'Office national des statistiques mongol](#) sur la situation économique et sociale de la Mongolie au mois de mai 2020 a été publié le 12 juin dernier. Le rapport fait état d'une hausse de 10,6% du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés entre janvier et mai 2020, comparé à la même période l'année passée.

Selon les données préliminaires des indicateurs de performance du budget de l'Etat, les revenus générés sur les cinq premiers mois de l'année 2020 avoisinent 1,1 Md EUR (3,6 trillions MNT), dont 85,7% proviennent des diverses taxes. Une baisse de 169 MEUR a été enregistrée, comparé à la même période en 2019.

Sur cette même période, le budget de l'Etat affiche un déficit de l'ordre de 506 MEUR (1,6 trillion MNT), principalement dû à la chute des exportations minières en raison de la fermeture des frontières décidée par les autorités pour limiter la propagation du Covid19 sur le territoire. À titre de comparaison, le budget de l'Etat présentait un excédent de l'ordre de 45 MEUR fin mai 2019. Sur la même période, les dépenses de l'Etat ont atteint 1,5 Md EUR, ce qui représente une augmentation de 30% comparé à l'état des dépenses en mai 2019.

Eu égard aux questions bancaires, l'Office national des statistiques fait état d'une augmentation des prêts non performants (+5,4% comparé à avril 2020). Ces derniers représentent 11,5% de l'ensemble des prêts pour un montant de l'ordre de 600,5 MEUR, ce qui numériquement est moins important (-0,1%) que le montant des PNP en mai 2019.

Rapport de l'IMD World Competitiveness Center sur la compétitivité mondiale en 2020 : la Mongolie classée 61^e sur 63 pays listés.

L'institution suisse IMD (*Institute for Management Development*) a récemment publié son rapport sur la compétitivité mondiale ([World Competitiveness Annual Report 2020](#)), classant 63 pays en fonction de divers facteurs (PIB, croissance, inflation, investissements, finances publiques, corruption, etc.). La Mongolie a été classée 61^e sur 63 pays, après avoir gagné une place par rapport au classement de 2019. Les principaux enjeux pour l'année 2020 mis en exergue par le rapport sont : l'augmentation du taux de chômage en raison de la baisse de l'activité économique imputable à l'impact du Covid19, les difficultés économiques et financières liées au poids des prêts non-performants dans l'économie et l'incertitude créée par les mesures populistes annoncées en amont des élections parlementaires. Le rapport fait toutefois état d'une hausse notable du nombre de brevets enregistrés en Mongolie, d'une amélioration de la balance des comptes publics, d'une réduction des enjeux liés à la pollution de l'air ainsi que des infrastructures de santé.

Premier prêt accordé par l'AIIB à la Mongolie : 100 MUSD dédiés à la lutte contre les conséquences du Covid19 sur l'économie mongole.

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) a annoncé avoir validé l'octroi d'un prêt de 100 MUSD à la Mongolie, visant à aider le pays à réduire les conséquences économiques, sociales et sanitaires négatives du Covid19. Ce prêt, cofinancé avec la Banque Asiatique de Développement (100 MUSD) a pour objectif d'apporter un soutien budgétaire au programme de dépenses contra-cycliques du gouvernement et devrait contribuer au financement d'investissements publics dans le domaine de la santé, de mesures sociales à destination des groupes les plus vulnérables et de soutien aux entreprises dont l'activité a été mise à mal par la crise sanitaire. Ce prêt, octroyé à travers l'instrument CRF de la Banque (*Covid19 Crisis Recovery Facility*) est le premier jamais octroyé à la Mongolie.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, antenne du SER de Pékin à Oulan Bator

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĚKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Lianyi Xu, Paule de la Poype, Cheng Chen, Dominique Grass, Julie Hervé, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder et Raphaël Pequignot

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet